

Gilles POLIZZI, Anne RÉACH-NGÔ, dirs, *Le livre « produit culturel » ? De l'invention de l'imprimé à la révolution numérique*

Paris, Orizons, coll. Universités, 2012, 364 p.

Gilles Boenisch



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8582>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.8582](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8582)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2013

Pagination : 464-466

ISBN : 978-2-8143-0162-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gilles Boenisch, « Gilles POLIZZI, Anne RÉACH-NGÔ, dirs, *Le livre « produit culturel » ? De l'invention de l'imprimé à la révolution numérique* », *Questions de communication* [En ligne], 23 | 2013, mis en ligne le 30 septembre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8582> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8582>

des crédits de recherche exceptionnels. Il y a fort à parier qu'il s'agit encore d'une alerte mi-règlement de compte, mi-appel à crédit ». Puis le professeur Doumenge développa un contre argumentaire scientifique, en évoquant plusieurs hypothèses, qui se sont toutes avérées infondées. Aussitôt, Alexandre Meinesz avait dénoncé l'in vraisemblance de ces hypothèses, mais les journalistes et les fonctionnaires, qui n'ont pas les outils critiques pour faire la part des choses, avaient accredité la thèse de la polémique scientifique indécidable. Comme nous l'écrivions : « On peut donc conclure de cet épisode que si une contre-source se bat avec acharnement pour faire valoir son point de vue, si elle arrive à entretenir une polémique aux allures de scientificité, en n'excluant pas de recourir à la mauvaise foi ou à la calomnie, le circuit informatif est vicié à la base, et le champ politico-administratif est amené à rester en retrait, à reporter le moment où le problème accèdera réellement à l'agenda politique. Face à l'incertitude sur l'identification d'un problème, le principe de prudence (surtout ne rien décider) l'emporte sur le principe de précaution, qui consisterait à toujours supporter la thèse du pire et à agir vite quitte à en faire trop » (*ibid.* : 180).

Autre apport décisif du livre : la mise en évidence du piège que représente la règle journalistique de l'équilibre, connue aux États-Unis sous le nom du « *He says – she says* ». Sous couvert de donner la parole à deux points de vue opposés, par souci d'équilibre, les journalistes en viennent à mettre indûment sur le même plan un mensonge et une vérité ! Ainsi, dans une étude de 2004 de Max et Jules Boycoff (« Balance as Bias: Global Warning and the us Prestige Press », *Global Environmental Change*, 14, pp. 125-136) sur la médiatisation du réchauffement climatique, les auteurs conclurent que 53 % des articles de leur corpus étaient « équilibrés », donnant le même poids aux démonstrations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et aux climatocseptiques, et 35 % donnaient une place minoritaire aux sceptiques. Les auteurs appellent à juste titre ce fait un « biais d'information », puisqu'il contribue à crédibiliser des idées fausses. Or, Naomi Oreskes et Erik Conway soulignent que cette règle d'impartialité ne doit pas s'appliquer à la science. « Une grande partie des médias se sentit obligée de traiter ces sujets comme s'il s'agissait de controverses scientifiques. Une pression constante s'exerça sur les journalistes pour qu'ils accordent aux contradicteurs professionnels un statut égal – égalité de temps et de place – et ils leur accordèrent. [Si la doctrine d'impartialité] peut avoir un sens pour les nouvelles politiques, dans un système bipartite, la science ne

fonctionne pas ainsi. Dans un débat scientifique, de nombreux points de vue peuvent voir le jour. Mais lorsque la question est tranchée, il n'en demeure qu'un. Pouvons-nous imaginer "d'équilibrer" les points de vue sur une question comme : la Terre tourne-t-elle vraiment autour du soleil ? » (pp. 350-351).

L'ouvrage est donc précieux pour apprendre à repérer les mésusages de la science et les manipulations d'opinion par ceux qui profitent des faiblesses démocratiques tant de la science que de la presse. Dès lors que ces dernières appellent de leurs vœux les énoncés critiques, des manipulateurs en abusent, pour entretenir artificiellement un climat de doute, se transformant en marchands de doutes !

Arnaud Mercier

CREM, université de Lorraine, F-57000
arnaud.mercier@univ-lorraine.fr

Gilles POLIZZI, Anne RÉACH-NGÔ, dirs, *Le livre « produit culturel » ? De l'invention de l'imprimé à la révolution numérique.*

Paris, Éd. Orizons, coll. Universités, 2012, 364 p.

L'ouvrage introduit une nouvelle façon d'analyser, de concevoir et de comprendre *l'objet-livre*, depuis son apparition sous forme de *produit* imprimé jusqu'à sa récente mutation en service dématérialisé imposée par le numérique. Selon les coordinateurs, il ne s'agit pas de faire l'apologie des innovations, mais plutôt d'apporter un regard critique sur les mutations du « livre-produit » (p. 13) en l'abordant d'un point de vue diachronique, de l'invention de l'imprimé à la révolution numérique. « Que l'on adopte sur le livre le point de vue de la production, où le produit désigne un ensemble de caractéristiques et de fonctionnalités, ou celui de la commercialisation, qui désigne par le terme de produit l'ensemble des attentes à satisfaire formulé par le consommateur, celui-ci apparaît bien comme "un produit", c'est-à-dire un objet conçu et fabriqué en fonction des usages et des attentes des consommateurs » (p. 14).

En désirant explorer particulièrement les statuts « de marchandise » et « de produit » associés au livre, les auteurs interrogent tantôt le lieu de réalisation et de transmission, tantôt les différents espaces d'appropriation, lieux rhétoriques autant que spatiaux ; ils analysent et expliquent leurs points de convergence et de divergence à travers divers exemples et aboutissent en considérant le livre « comme un objet dynamique régi par des composantes fonctionnelles bien déterminées » (p. 15). Mais plus que cela encore,

parler de « produit » ne semble pas suffisant, car il est aussi le lieu de propagation de la culture. Les auteurs prennent donc le parti de le considérer comme un « produit culturel » : « envisager le livre comme un "produit culturel", revient alors à dépasser la "dialectique potentiellement conflictuelle entre légitimité artistique (évaluée par les pairs et les experts) et légitimité industrielle (fondée sur le succès commercial et la rentabilisation de l'investissement consenti)" pour se demander quelle pensée de l'œuvre le livre suscite, dès lors qu'il est engagé dans un circuit de production et de diffusion qui le traite par définition comme une marchandise destinée à la consommation » (p. 14).

La première partie, « Le livre d'Ancien Régime ou la culture négociée » (pp. 41-96), réunit des approches s'intéressant aux pratiques éditoriales et aux représentations du livre du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle. Elle s'attache à montrer que les réflexions et discours sur la marchandisation de la culture ne résultent pas du marketing moderne des industries culturelles, mais semblent bien ancrés, dès la Renaissance, dans le principe de commercialisation de l'imprimé et de la constitution de l'objet-livre, aboutissant aux grandes bibliothèques modernes. Dans cette optique, Anne Réach-Ngô (pp. 43-62) analyse la participation de l'objet-livre à la constitution et à la valorisation – à la Renaissance – du patrimoine culturel français, par son statut « d'outil » adapté à la conservation et à la consécration de l'identité nationale. En examinant le dispositif éditorial des romans des ^{xvi}^e et ^{xviii}^e siècles, Anna Arzoumanov (pp. 63-76) étudie comment le recours au satirique constitue un procédé commercial efficient pour republier « autrement » des ouvrages ayant connu une préalable notoriété. Elle en conclut qu'il s'en dégage une certaine conception de la culture entendue comme un lieu de partage de références et intérêts communs (pp. 72-73). Sara Harvey (pp. 77-96) clôt cette partie en analysant les ouvrages de portraits littéraires du ^{xviii}^e siècle. Elle met en exergue les différents processus d'adaptation du genre « portrait littéraire » à des publics et à des usages distincts, de l'édition précieuse jusqu'au produit de librairie. Ces trois contributions ont en commun de mettre en lumière la valeur symbolique de l'objet-livre, accompagné de tout un imaginaire qui a contribué à le façonner. Elles témoignent également de progressives évolutions du rapport des médias à la culture.

La seconde partie, « Le livre de Boulevard : la transaction et ses acteurs » (pp. 97-170), s'intéresse plus spécifiquement à « la représentation de la transaction et de ses acteurs à partir de la Révolution industrielle : présenté comme un produit commercial en tant que tel, le livre s'exhibe sur la scène culturelle » (p. 17).

L'industrialisation des processus de fabrication et le développement de la presse accompagné par celui de la publicité contribuent à l'émergence et la diffusion des livres. Caroline Raulet-Marcel (pp. 99-118) montre les ambivalences du discours éditorial à visée promotionnelle en évoquant sa mutation et son influence dans les processus d'écriture eux-mêmes. On apprend que le discours promotionnel devient une ressource, pénétrant peu à peu l'univers de la fiction pour formaliser une littérature marchande. La contribution de Vasilica Le Floch (pp. 119-132) s'attache à analyser les stratégies typographiques mises en œuvre pour préserver l'identité des textes face aux contraintes éditoriales. Car il semblerait que c'est « dans la matière même du texte [...] que s'opère la véritable transaction intellectuelle » (p. 18) permettant l'adhésion des lecteurs. Après, Sylvie Ducas (pp. 133-150) s'intéresse à la valeur ajoutée promotionnelle des prix littéraires attribués aux auteurs. Des prix qui relient éditeurs et auteurs dans des systèmes servant de levier commercial plus que de légitimité. Cette approche s'interroge donc sur la dimension symbolique de ces dispositifs, en regard d'une certaine image de la culture que sont censées représenter ces distinctions. Enfin, dans la dernière contribution de cette partie, Alexandra Gueydan-Turek (pp. 151-170) interroge l'influence de la diversité des lieux de publication sur la représentation des auteurs et la réception de leurs textes dans les espaces éditoriaux.

La troisième partie, « La diversification du produit : typologie et catalogues » (pp. 171-265), se consacre à l'étude des différentes conditions éditoriales délimitant les champs culturels. L'objectif est de décrire les procédés d'identification qui permettent la diversification du livre en tant que « produit éditorial ». David Alliot (pp. 173-194) pose la question des modalités de réappropriation des œuvres en comparaison à d'autres œuvres imprimées. Ensuite, Nicolas Surlapierre (pp. 174-214) examine les livres d'artistes irréductibles à tout classement qui, par cette caractéristique particulière, ont su intégrer les circuits de diffusion en gardant des qualités « performantielles » (p. 21). Bertrand Ferrier (pp. 215-242) interroge le statut de la littérature de jeunesse en s'interrogeant sur la validité de la valeur culturelle de ce type d'ouvrage. Il tente de décrypter le paradoxe qui conduit le livre à produire les éléments même qu'il dénonce ou dont il se nourrit simultanément. Enfin, Brigitte Ouvry-Vial (pp. 243-265) termine par un article consacré au livre et à la bibliothèque et relativise le statut de « produit culturel », qui omet la légitimité de l'imaginaire personnel des auteurs, mais aussi celle imprégnée de chaque production dans sa réception individuelle.

La dernière et quatrième partie, « L'immatériel numérique, produit, service ou création ? » (pp. 267-350), traite de la question numérique et des politiques éditoriales et des stratégies de librairie s'y attenant. D'une actualité récente, tant en contradiction qu'en continuité avec les parties précédentes, les contributions montrent toutes l'importance et l'influence du concept du livre imprimé malgré sa dématérialisation et ses modes d'accès différents. Benoît Berthou (pp. 269-284) entame cette partie avec un article consacré aux librairies en ligne devenues des « interfaces » (pp. 280-281) impliquant de nouvelles modalités de distribution et d'accès. S'ensuit l'analyse d'Anais Guilet (pp. 285-300) qui s'interroge sur la place qu'occupe le livre papier à l'époque de la publication numérique et démontre les incapacités des nouveaux outils de s'affranchir de la culture de l'imprimé, et donc d'innover. Pauline Gauquié (pp. 301-316) compare ensuite les modalités de cohabitation des publications imprimée et numérique, notamment sur l'internet, qui sont à envisager comme une réelle mutation des contenus éditoriaux. Cécile De Bary (pp. 317-332) poursuit par une analyse des sites d'auteurs publiés sur l'internet en décrivant un moyen d'expérimenter et d'interroger le statut des livres et surtout de la publication *via* des gestes nouveaux de création exploitant le numérique. Enfin, Julie Héту (pp. 333-350) propose une formalisation nouvelle de la publication sous l'appellation de « livre-lecteur », une expérimentation qui est à comprendre comme un livre sonore et communicant dans un seul et même « objet-roman ».

Dans leurs spécificités, ces contributions montrent que le livre, à l'heure du numérique, est loin de se dématérialiser. Il s'agirait même du contraire. Sa prégnance en tant qu'objet ne fait qu'influencer et canaliser les nouvelles tentatives de s'en éloigner; malgré les potentialités variées des nouveaux outils de lecture que sont les multiples dispositifs numériques. En cela, malgré les nouveaux usages, le livre semble imposer sa standardisation ancienne comme un modèle à décliner dans son renouveau électronique, plus que jamais devenu une « marchandise », un « produit » de la culture communicationnelle contemporaine.

En définitive, l'ouvrage est particulièrement instructif et éclairé pour qui désire approfondir ses connaissances. « Le livre », faisant déjà l'objet de nombreux travaux, apparaît sous un jour nouveau : celui de la standardisation et de la marchandisation qui ont permis de le modeler sous la forme que nous connaissons et qui semble à l'aune d'une évolution avec ses transpositions numériques qui cherchent encore leurs

spécificités. Ainsi le rapprochement de la variété des points de vue des auteurs offre-t-il une lecture large et permet-il au lecteur non initié de se forger une riche idée sur la question.

Gilles Boenisch

CREM, université de Lorraine, F-57000

gilles.boenisch@gmail.com

Sociétés

François AUDIGIER, Pascal GIRARD, dirs, *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*.

Paris, Riveneuve Éd., coll. Actes académiques, 2011, 244 p.

Une journée d'études organisée par François Audigier et Pascal Girard, avec le soutien du Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire et du ministère de la Défense, s'est tenue à Nancy le 8 juin 2010 avec pour ambition d'appréhender « La violence militante en France des années 1920 aux années 1970 ». Les débats de cette journée ont donné lieu à la publication.

D'abord, les organisateurs s'attachent à définir le concept de *violence politique* qui comprend à la fois les *violences physiques tangibles*, celles *matérielles* et celles *des discours, des mots, des images et des postures*. La violence militante appartient au champ de la violence politique à ceci près que cette dernière « émane à strictement parler d'une organisation structurée (parti, syndicat, ligue...) et de ses membres » (p. 9). L'objet d'étude ainsi défini, il convient de le replacer dans son univers historiographique. Force est de constater que le thème de la violence militante a été largement délaissé par les historiens français à la différence de leurs homologues allemands ou italiens. C'est pour pallier ce manque que la journée d'études choisit un axe résolument franco-français sur une période relativement longue. Si les aspects comparatifs et transnationaux sont volontairement mis de côté, les horizons politiques étudiés sont très divers : des communistes aux ligueurs d'Action française en passant par les gaullistes et les écologistes.

Jean Philippet (pp. 33-49) s'intéresse à la théorie de la violence chez Charles Maurras et les maurrassiens. La violence, littéraire et esthétique, est ouvertement revendiquée à l'Action française (AF), notamment dans les colonnes de son quotidien du même nom. Les Camelots du roi ont cherché à représenter un débouché à la violence du journal mais, si certaines actions spectaculaires – comme la fessée infligée à